



26 av. Rondeaux
76108 Rouen cedex
✉ ursen@cgt76.fr
☎ 02 35 58 88 36

Contre la liquidation de l'Éducation nationale

Toutes et tous en grève

mardi 31 janvier 2012

Nicolas Sarkozy, président-candidat en pleine accélération de contre-réformes destructrices, a montré lors du « sommet pour l'emploi » du 18 janvier 2012 tout l'intérêt qu'il portait au « dialogue social » en annonçant une accélération de la précarisation de l'emploi. Luc Chatel, son ministre de la liquidation de l'Éducation nationale, imite bien son modèle : **14 000 suppressions d'emplois annoncées à la rentrée 2012 (qui s'ajoutent aux 66 000 depuis 2007).**

Il est urgent de réagir. La CGT-Educ'action a proposé depuis le mois d'octobre 2011 une mobilisation contre le budget : elle s'engage donc pleinement dans les mobilisations contre ses conséquences.

La casse du service public d'éducation se mesure chaque jour davantage avec la politique menée sur le terrain. Les réformes s'empilent et produisent toujours plus de mal-être à la fois chez les élèves et les personnels.

C'est ainsi que pour la voie professionnelle publique, cette rentrée 2012 se prépare avec des milliers de suppressions d'emplois : La réforme du Bac pro 3 ans, que nous avons combattue, arrive dans la dernière ligne droite pour son application. Du coup le surplus d'élèves des classes Bac pro ancienne et nouvelle formule disparaît complètement et va permettre de liquider de nombreux postes. Nous avons annoncé cette casse programmée. Le regroupement de filière et l'introduction de la mixité des publics dans des classes toujours plus surchargées dégradent dangereusement les conditions d'étude de nos élèves et les conditions de travail des personnels.

Dans le premier degré, ce sont l'enseignement spécialisé avec la disparition des Rased et l'enseignement des langues avec la suppression des postes d'intervenants en langues qui sont attaqués !

Le collège unique est remis en cause alors qu'il n'a jamais eu les moyens d'exister réellement !

Le dispositif ECLAIR, véritable cheval de Troie pour liquider le statut des personnels et consacrer davantage l'autonomie des établissements et des chefs d'établissement par le profilage des postes se répand sournoisement.

La volonté de mettre en pièce l'Éducation Nationale pour lui substituer un système éducatif copié sur le modèle libéral anglo-saxon ne fait plus aucun doute et crise ou pas, élections ou pas, les mesures seraient les mêmes : Les motifs invoqués ne sont que des prétextes destinés à masquer cette politique.

Nous ferons également grève pour exiger le retrait définitif du projet de décret sur l'évaluation des enseignants, véritable machine à augmenter les pouvoirs et l'autonomie des chefs d'établissement, à diviser les personnels. Le système de double évaluation à note administrative et note pédagogique n'a rien de satisfaisant, mais il serait bien pire s'il n'était confié qu'aux chefs d'établissements. **Le gouvernement a reculé en reportant son projet, il faut qu'il le retire, maintenant.**

409
emplois supprimés dans l'académie

- ▶ 1er degré :
 - 36 dans l'Eure
 - 130 en Seine-Maritime
- ▶ Collèges et SEGPA :
 - 13 dans l'Eure
 - 54 en Seine-Maritime
- ▶ Lycées : - 22 postes
- ▶ LP : - 105 postes
- ▶ Administratifs des établissements : - 5
- ▶ Rectorat / IA : - 12
- ▶ Pers. de labo. : - 5
- ▶ Enseign. privé : - 27

Ne nous battons pas chacun dans notre coin contre les suppressions de postes et la dégradation des conditions d'enseignement. Ne laissons pas le rectorat "déshabiller Pierre pour habiller Paul" Regroupons nos forces pour une exigence commune : **annulation des suppressions de postes !**

RASSEMBLEMENT 9H30
devant le RECTORAT à ROUEN

ASSEMBLEE GENERALE DES GREVISTES 11H
à la HALLE AUX TOILES de ROUEN
pour discuter des suites de l'action



NB Les travailleurs sociaux seront également en lutte ce jour-là. Nous les invitons à participer à notre rassemblement devant le rectorat et nous invitons les collègues à participer à leur action à 14H devant le conseil général.